

qu'unanimes, dans la lutte. Leurs revendications se sont étendues à la réintégration des 1.200 cheminots licenciés par les Russes, pour raisons politiques, et des garanties contre les représailles. Les Occidentaux et la Municipalité de Berlin-Ouest ont en vain essayé de leur faire accepter les conditions de la direction des chemins de fer. Le 14 juin, 83 % des cheminots se prononcèrent pour la poursuite de la grève. Il est certain que cette lutte avait peu de chances de réussir; du reste, sa plate-forme de revendications était presque désespérée: quelles garanties espérer contre la toute puissance de la police stalinienne? Néanmoins, jusqu'aux derniers jours, les cheminots restèrent sourds aux menaces venues des Occidentaux comme des Russes. Le 26 juin, la Municipalité de Berlin-Ouest menaçait de ne pas payer les jours de grève. Le 27, la direction de l'U.G.O. qui, le jour du référendum (le 14) était déjà pour la reprise, ordonnait, sans consultation des délégués des grévistes, la reprise du travail.

La presse stalinienne a vomie sur les cheminots de Berlin, les traitant de provocateurs et de nazis. Evidemment, l'accusation « d'anciens nazis » portée contre les ouvriers allemands n'a pour nous aucun sens. Tous les Allemands ont été, si l'on veut, « nazis », comme tous les Russes sont « staliens ». Du reste « l'Humanité » essaierait en vain d'accorder ses violons avec le chef stalinien W. Ulbricht qui déclarait récemment: « Il ne s'agit plus de savoir qui a été nazi, et qui ne l'a pas été, et celui qui pose pareille question quand l'unité de l'Allemagne est en jeu, celui-là travaille contre le Front National. »

Cette grève poursuivie dans les conditions les plus difficiles, calomniée, partiellement utilisée par les Occidentaux dans leur propagande, a pour nous une signification très positive. Le fait que les Occidentaux aient cru pouvoir un moment se servir de cette lutte et retourner contre les staliens leur arme si souvent utilisée en Europe occidentale, ne change rien à la question. Nous sommes devant une lutte qui a pris une forme extrêmement radicale, qui s'est poursuivie d'abord contre les Russes, ensuite contre les Occidentaux, enfin, dans une certaine mesure, contre la propre bureaucratie de l'U.G.O. Cette grève a démasqué ouvertement les staliens comme briseurs de grève et comme exploiters. Les conditions particulières à Berlin ont permis à la lutte de classes d'éclater dans les interstices du conflit des deux blocs. La violence extrême de ce combat nous permet de mesurer la pression de révolte et d'exaspération qui s'accumule sous la chape de plomb du capitalisme bureaucratique.

LA GREVE DES MINES D'AMIANTE DU CANADA FRANÇAIS

Selon des informations reçues par l'intermédiaire du groupe trotskiste de la province de Québec, 5.000 mineurs sont en grève à Thetford Mines et à Asbestos, les deux plus grands centres mondiaux d'extraction de l'amiante. La grève a commencé le 14 février, car les Compagnies refusaient de satisfaire les revendications suivantes:

- 1° Augmentation de 15 cents de l'heure, ce qui porterait le salaire de base à un dollar;
- 2° Prime de 5 cents de l'heure pour travail de nuit;
- 3° Deux semaines de vacances payées;
- 4° Contribution de la Compagnie à un fonds de bien-être social pour les ouvriers. Cette contribution serait fixée à 3% des salaires payés;
- 5° Congés payés lors des fêtes catholiques d'obligation (il ne faut pas oublier que la grande majorité des ouvriers de Québec est catholique et inscrite au syndicat catholique);
- 6° Retenue syndicale sur les salaires de tous les ouvriers, syndi-

qués ou non; la somme globale serait versée directement par l'usine à la caisse syndicale.

Ces revendications sont très modérées, puisque le minimum vital estimé par le Ministère du Travail est de 48 dollars par semaine pour satisfaire les besoins les plus élémentaires d'une famille de cinq personnes. En obtenant satisfaction, les mineurs arriveraient seulement à un salaire de base de 45 dollars. Il faut, d'autre part, noter cette curieuse revendication: la retenue syndicale. Cette pratique, assez fréquente dans les pays anglo-saxons, noue un lien de plus entre le syndicat et l'entreprise. Bien que ces revendications ne soient en rien révolutionnaires, les Compagnies s'opposent avec acharnement aux grévistes. La lutte se déroule ainsi dans des conditions très difficiles: le gouvernement l'a déclarée illégale; la police, munie de mitrailleuses et de gaz lacrymogènes, essaie de la briser par la force; les Compagnies multiplient les tentatives de chantage; enfin, les bureaucrates qui dirigent les syndicats catholiques paraissent décidés à faire un compromis « honorable ». Ils ont engagé des pourparlers avec les délégués des Compagnies, se déclarant prêts à assurer la reprise du travail si les poursuites sont arrêtées et les revendications soumises au tribunal d'arbitrage. Ces concessions de façade paraissent encore trop lourdes aux Compagnies, qui désirent la capitulation sans conditions. Mais elles se heurtent à une combativité exceptionnelle des grévistes. La principale Compagnie, la « Canadian Johns Manville », à Asbestos, ayant décidé à remettre son exploitation en marche au début du mois de mai, les ouvriers mirent en place des piquets de grève le mercredi 4, à 6 heures du matin, et ils barricadèrent les routes menant à la ville pour empêcher les jaunes d'y entrer. La police essaya de briser le cordon des grévistes, mais les ouvriers se défendirent vigoureusement, désarmèrent tous les flics et en blessèrent douze. D'importantes forces de police envahirent la ville le lendemain; à l'annonce de leur arrivée, les grévistes avaient abandonné les barricades et s'étaient dispersés; quelques-uns, accourus la veille des villages voisins, s'étaient réfugiés dans l'église, d'où ils furent brutalement délogés. L'état de siège fut proclamé; des arrestations massives eurent lieu. Les flics firent preuve d'une sauvagerie inouïe: des photos parues dans la presse bourgeoise montrent des ouvriers arrêtés, couverts de sang ou profondément marqués par les coups reçus lors des interrogatoires. Malgré ces brutalités, les grévistes se réunirent le lundi et décidèrent de poursuivre le mouvement, mais les bureaucrates syndicaux se refusent à étendre la grève: ils se contentent d'intenter des poursuites à la Compagnie.

Le fait le plus significatif de cette grève, c'est l'attitude de l'église et de la bureaucratie syndicale catholique qui lui est liée. L'église a soutenu le mouvement et les dirigeants des syndicats chrétiens ont apparemment modifié leur attitude classique de collaboration de classe. Cette tendance peut se rapprocher de celle que manifestent les bureaucrates des T.U. britanniques, les positions des deux couches de dirigeants syndicaux étant les mêmes relativement aux ouvriers des deux pays. Les capitalistes le constatent et s'en étonnent; voici ce que dit, par exemple, Lewis Brown, le président de la « Canadian Johns Manville »: « Il est surprenant, et c'est là une source de désappointement, de constater que certains représentants de l'église paraissent appuyer les chefs de la grève, qui semblent avoir l'intention d'usurper les fonctions de direction ».